

DIRECTION GENERALE DU
CADASTRE MINIER ET DE
L'INFORMATION MINIERE

Arrêté N° 17/014 /MMC/SG/DGCMIM
portant troisième renouvellement d'une autorisation
d'exploitation minière des haldes, terrils de mines et
résidus de carrières à la société « **Petites Opération
Minières (POM)** ».

Visa cf n° 116

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

05 AVR 2017

VU la constitution ;

VU la Loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso ;

VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement ;

VU le décret n° 2016-006/PRES/PM /SGGCM du 08 février 2016, portant attribution
des membres du gouvernement ;

VU le décret n° 2016-027/PRES/PM/SGGCM du 23 février 2016, portant organisation type
des départements ministériels ;

VU le décret n° 2016-384/ PRES/ PM/MEMC du 20 mai 2016, portant organisation
du Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières;;

VU le décret n° 2017-0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26
janvier 2017, portant gestion des autorisations et titres miniers ;

VU le décret n° 2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation
des taxes et redevances minières;

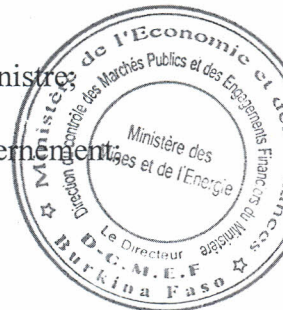
VU l'arrêté n° 2015-247/MME/SG/DGCM du 19 août 2015 portant organisation
attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;

VU l'arrêté n° 02/056/MCE/SG/DGMGC du 23/07/2012, portant définition
des formes des rapports d'activités des titulaires des titres et des autorisations ;

VU l'arrêté n° 02/057 /MCE/SG/DGMGC de la 23/07/2012 portant définition des types
de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;

VU l'arrêté n° 02/058/MCE/SG/DGMGC des 23/07/2012 portant dispositions applicables à la
publicité relative à la libération de terrain, objets de titres miniers et d'autorisations ;

VU l'arrêté n° 2013-000217/MCE/SG/DGMGC du 31 décembre 2013 portant deuxième
renouvellement d'une autorisation d'exploitation minière des haldes, terrils de mines et
résidus de carrières à la société « **POM** »



VU la lettre n° 017 -0124/MEMC/SG/DGCMIM du 16 février 2017 portant invite à payer les droits fixes de renouvellement ;

VU la quittance n°312647 du 21 février 2017 de paiement effectif des droits de renouvellement fixés à cinq millions (5 000 000) de francs CFA ;

VU la demande de la société «Petites Opérations Minières POM)» en date du 24 janvier 2017 ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Il est renouvelé, le permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée d'or du site de V3, situé dans le département de Guéguéré, province du Ioba à la société «**Petites Opérations minières (POM)** » ayant fait élection de domicile à Ouagadougou, 01 BP 1763 Ouagadougou 01, Téléphone : 76 65 96 32, Burkina Faso.

ARTICLE 2 : le périmètre du permis octroyé pour le renouvellement de l'exploitation artisanale semi-mécanisée d'or du site de « **V3** » est délimité par des bornes dont UTM (XY) du réseau géodésique officiel au Burkina Faso sont les suivantes :

Sommets	Coordonnées en UTM (XY)	
	X (m)	Y (m)
A	476 320	1 220 150
B	477 320	1 220 150
C	477 320	1 219 150
D	476 320	1 219 150
Ellipsoïde : Clarke 1880	Datum : Adindan, Zone 30 N	

ARTICLE 3 : La superficie accordée pour le permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée d'or du site de « **V3** » est de 100 hectares (1 km²).

ARTICLE 4 : Le traitement du minerai et résidus dont l'objectif est la récupération de l'or peut se faire par tout procédé de traitement dans le respect de la réglementation minière et environnementale.

ARTICLE 5 : Au cas où le traitement serait chimique, la société « **POM** » s'engage à dépolluer les rejets avant leur remise en nature.

ARTICLE 6 : Le permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée confère à son titulaire le droit, sous réserve de la réglementation en vigueur :

- de transporter les substances minières jusqu'au lieu de stockage et de traitement;
- d'établir des installations de traitement ;
- de disposer de ces produits sur les marchés intérieurs et de les exporter conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur ;

ARTICLE 7 : La société « **POM** » bénéficie dans le cas cadre de ses activités d'exploitation artisanale semi-mécanisée des avantages douaniers et fiscaux tels que prévus par les textes législatifs et réglementaires en vigueur en la matière.

Elle est redevable de tous droits et taxes conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8 : La durée de validité du présent permis est de trois (03) ans, pour compter de la date de signature. Elle peut être renouvelée par les périodes de trois (03) ans conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 9 : La société « **POM** » est tenue d'adresser au Directeur Général du Cadastre Minier et de l'Information Minière :

- un rapport d'activités au terme de chaque trimestre calendaire ;
- un rapport d'activités au terme de l'année civile


ARTICLE 10 : ces différents rapports sont établis conformément aux dispositions réglementaires du code minier.

ARTICLE 11: La société « POM » a l'obligation de :

- exploiter le gisement objet du présent arrêté dans les règles de l'art et s'engage à réhabiliter les sites avant leur abandon conformément à la réglementation minière et le notice d'impact environnemental ;
- respecter les mesures de sécurité et les engagements pris avec les notables du village, notamment :
 - l'emploi privilégié des jeunes de la localité ;
 - le respect des rites et coutumes de la population ;
 - le dédommagement des propriétaires des champs et autres infrastructures affectées ;
 - l'atténuation et la compensation des impacts sur l'environnement.

ARTICLE 12 : Les infractions au code minier et au code de l'environnement ainsi qu'à leurs textes d'application sont passibles de sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires sans préjudice du retrait du permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée.

ARTICLE 13 : Le présent arrêté sera abrogé sans préjudice de sanctions civiles et pénales dans les cas ci- après :

- non-respect des dispositions des codes minier ;
- non-respect des mesures de sécurité et préservation de l'environnement ;
- non-respect des dispositions fiscales. 

ICLE 14 :

Le Directeur Général du Cadastre Minier et de l'information Minière est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature et sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le **11 AVR 2017**



Oumarou IDANI
Chevalier de l'Ordre National

Ampliations :

- 1 – SP/ CABINET ;
- 2 - IGS ;
- 4 - DGMGC ;
- 2- DGCMM ;
- 2 – BUMIGEB ;
- 1 – DGD/MINEFID ;
- 1 – DGI/MINEFID ;
- 3 – SOCIETE “POM” ;
- 1 – Gouverneur de la région du Sud-Ouest ;
- 1 – Haut-commissariat de la province du Ioba ;
- 1 – Préfecture du département de Guéguéré ;
- 1 – Mairie de la commune Guéguéré ;
- 1 – J.O. ;
- 1 - Classement.

